

GARDES COMMUNAUX, ÉTUDIANTS, CORPS MÉDICAL, CHEMINOTS, AVOCATS...

Partout, la colère

*La bonne gouvernance se juge et se juge à la sérénité et à la quiétude qui prévalent au niveau de la société. Lorsque toutes les corporations professionnelles et les citoyens dans les communes et dans les agglomérations aux quatre coins du pays érucitent de colères et de protestations incessantes, on ne peut, au risque de se couvrir de ridicule, se prévaloir, comme le gouvernement ne cesse de le faire, d'avoir eu une vision éclairée et mené une politique de gestion saine et équitable.*

Sofiane Aït-Ifllis - Alger

(Le Soir) - Les étudiants, les paramédicaux, les greffiers, les avocats, les chômeurs, les gardes communaux, des citoyens parents pauvres du développement local, des syndicats, des associations, des partis politiques, tout ce beau monde enclenche dans une simultanéité sans précédent des actions de protestation.

Pour la seule journée d'hier, il a été enregistré pas moins de vingt grèves et protestations de rue. Ce qui est énorme dans une société où les voix officielles évoquent des réussites et des avancées inégalées dans la sphère maghrébine, voire tiers-mondiste. Ce qui démontre surtout que l'échec des politiques gouvernementales prônées et mises à exécution est des pires que le pays a eu à enregistrer depuis l'indépendance nationale.

Cet échec, patent, a résulté dans une conjoncture des plus propices à l'essor économique et, par voie de conséquence, au bien-

être social. Depuis l'intronisation de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat en avril 1999, le pays a vécu dans une embellie financière jamais connue auparavant. Du fait de la hausse du prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux, l'Algérie a engrangé des recettes exorbitantes, se comptant en dizaines de milliards de dollars. De quoi remettre immanquablement le pays sur les rails, d'autant que la

situation sécuritaire a connu, depuis, une nette et visible amélioration.

Rien que pour le quinquennat en cours, 286 milliards de dollars sont dégagés pour, est-il affirmé officiellement, asseoir définitivement le développement économique censé, donc, avoir été bien amorcé durant les deux quinquennats passés qui, eux, ont absorbé additionnellement 300 milliards de dollars. C'est dans

ce pays qui, entre 1999 et 2014, a absorbé près de 600 milliards de dollars que les émeutes sont légion.

En 2010, il a été recensé pas moins de 11 000 protestations plus ou moins violentes. Le premier trimestre de l'année 2011 n'est pas une période apaisée. Janvier a connu ses émeutes extrêmement violentes. Depuis, il ne passe pas une semaine sans que des protestations se signa-

lent ici et là, aux quatre coins du pays.

Contraint à jouer de générosité irréflectie, rien que pour acheter la paix sociale, le gouvernement ne semble pas tiré d'affaire.

Sa gouvernance a connu des ratées que les colmatages et autres générosités ne sauraient réparer. La preuve est donnée par la grogne sociale et politique de plus en plus exacerbée.

S. A. I.

MALGRÉ LA RÉPONSE FAVORABLE DONNÉE PAR L'EMPLOYEUR

Les conducteurs de train refusent de reprendre le travail

*Les conducteurs de train sont la clé du dénouement de la crise qui paralyse le rail depuis quarante-huit heures. Malgré les décisions prises lors de la réunion de négociations de dimanche dernier, les conducteurs refusent catégoriquement de reprendre le travail. Ils revendiquent une indemnité spéciale.*

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - La réunion de négociation qui s'est tenue tard dans la soirée de dimanche dernier a été ponctuée par la satisfaction de la quasi-totalité des points contenus dans la plate-forme de revendications transmise à la direction générale de la SNTF. En effet, dans un document dont nous détenons une copie, il est indiqué, qu'«après examen de la

plate-forme de revendications présentée par le partenaire social, il a été retenu la mise en application du déroulement de carrière de l'ensemble des cheminots sur la base de deux années par échelon calculé à partir de l'année 2000, la mise en application de l'avancement à partir du dernier grade acquis avant l'année 2000 sur la même base, soit deux années par échelon, et la mise en application des propositions de réaménagement du régime indemnitaire comprenant huit points, dont l'IEP, le panier, la prime de traction, la prime de risque, le taux du bon de manœuvre, le point indiciaire du calcul de la PRK et de l'IDRP».

La délégation de l'UGTA, conduite par son secrétaire national chargé des conflits sociaux, Telli Achour, et du conseiller du SG, Saïd Hadid, en compagnie des cadres de la fédération de la SNTF, a tenté durant six heures de convaincre l'employeur représenté en la circonstance par le directeur général, son DRH et le directeur de la DRF d'Alger quant à «la légitimité des revendications des cheminots». Il a fallu des «interventions extérieures», dit-on, pour que la direction générale de la SNTF lâche du lest et donne suite aux revendications des travailleurs du rail.

Toutefois, malgré cette avancée qualifiée de «notable», la reprise du travail n'a pas eu lieu provoquant ainsi une paralysie totale du trafic notamment dans la région centre. La radicalisation de la position des conducteurs a contraint tant les syndicalistes de la

fédération que la direction générale de la SNTF à reprendre langue hier en tentant de dénouer la crise.

Pour rappel, les syndicalistes dénoncent, notamment, le système d'attribution des échelons, qualifié de «défaillant» et les «flagrantes inégalités salariales entre les travailleurs». L'attribution des échelons, la grille des salaires négociée en mai 2010, suivie d'une mauvaise application, selon les syndicalistes, constituent également la pomme de discorde.

«Ces défaillances ont eu des conséquences négatives sur la carrière des cheminots, entre autres deux ans pour passer d'un échelon à un autre.» La direction générale de la SNTF a été destinataire d'une plate-forme de revendications, dont l'augmentation des primes de panier et de déplacement pour le personnel roulant, les indemnités du régime parti-

culier (IDRP), les indemnités de l'expérience professionnelle (IEP), ainsi que la révision et le déroulement de carrière. Du côté de l'employeur, on indique que «la balle est dans le camp des syndicalistes».

Noureddine Dakhli, directeur des ressources humaines, dira à cet effet : «Nous avons tenté de raisonner les cheminots pour ne pas priver les citoyens de ce moyen de transport très prisé, notamment par les habitants des banlieues algéroises et ceux des autres wilayas du pays, en vain.» Pour ce même responsable, «le problème est d'ordre organisationnel».

«Nous avons proposé une solution alternative qui sera mise en application graduellement et qui touchera d'ici peu l'ensemble des cheminots, mais les syndicalistes campent sur leurs positions», a-t-il indiqué.

A. B.

COORDINATION NATIONALE  
POUR LE CHANGEMENT  
ET LA DÉMOCRATIE

Marche le samedi 12 mars

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) ne désarme pas. Réunie dimanche à Alger, elle a décidé d'appeler à une nouvelle marche à Alger pour le samedi 12 mars. Elle revient aussi, après avoir tenté de multiplier les itinéraires de marches, trois pour le samedi passé, à l'itinéraire de départ, en l'occurrence de la place du 1<sup>er</sup> Mai vers la place des Martyrs. La Coordination a retenu également d'appeler à une autre marche le samedi d'après, soit le 19 mars, date-anniversaire du cessez-le-feu, prélude à l'indépendance nationale. Elle a également évoqué le principe d'un meeting populaire à la salle Harcha à Alger le samedi 26 mars.

Parallèlement à ses manifestations publiques, la Coordination devra s'atteler à l'élaboration d'une plateforme explicative de son leitmotiv de changement de système. Cette plateforme s'adressera au peuple algérien. Evaluant les trois marches avortées du samedi 5 mars, la Coordination a estimé que c'est une victoire de remportée sur un pouvoir paniqué qui mobilise toute sa police pour empêcher des Algériens de manifester pacifiquement. Elle a dénoncé la manipulation dangereuse des jeunes des quartiers populaires pour se dresser et user de violence contre les manifestants. Le président Saïd Sadi a été agressé à l'arme blanche samedi à El Madania alors qu'il rejoignait la placette d'où devait s'ébranler la marche. La police a assisté à cette agression sans réagir.

F. S.

AIR ALGÉRIE

Bouabdellah  
démissionnaire ?

L'information a fait le tour d'Alger : Ouahid Bouabdellah, P-dg d'Air Algérie, aurait déposé sa démission. Selon des sources fiables, l'intéressé aurait motivé sa demande de départ par sa volonté de «faire valoir ses droits à la retraite». D'autres sources évoquent, quant à elles, des pressions importantes exercées sur O. Bouabdellah afin qu'il quitte la compagnie.

Il semble qu'il serait également ulcéré par les rencontres informelles de cadres et de syndicalistes qui lui sont hostiles organisées dans des villas de Club-des-Pins.

Alors que le P-dg d'Air Algérie assurait normalement ses fonctions hier, les couloirs de la compagnie aérienne bruisaient de rumeurs. On y évoquait ouvertement des noms d'éventuels successeurs. L'intéressé s'est refusé à commenter toutes les informations relatives à son départ.

H. M.

*Ils étaient dans les premiers rangs, sur le front de lutte antiterroriste et ce sont eux-mêmes qui ont cassé le mur de la peur, hier, en marchant à Alger, pour protester contre l'injustice. Et l'emblématique «rijel wakifoun (hommes debout)» a résonné dans tout Alger à la faveur de cette manifestation.*

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les gardes communaux ont, en effet, bravé l'interdit, défoncé le cordon de sécurité installé tout autour de la place des Martyrs où ils se sont donné le mot d'ordre du rassemblement et ont marché, par force, jusqu'au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), sis au boulevard Zirout-Youcef. Ils ont payé le tribut très cher pour que la République ne capitule pas devant l'hydre intégriste et ils sont venus par milliers, des quatre coins du pays, plutôt demander leur réhabilitation. «Nous avons sacrifié tout ce qui nous est cher et traqué les terroristes le ventre creux. Nous avons payé de notre sang lorsque les gens quittaient le pays. Et nous avons même accepté la réconciliation nationale. Aujourd'hui, ils nous lâchent comme ça avec une pension de misère, alors que les terroristes sont réhabilités et indemnisés gracieusement pour les crimes qu'ils ont commis», regrette un quinquagénaire, au bout des larmes. Les gardes communaux ont décidé de manifester après qu'une délégation de leurs pairs soit rentrée bredouille de

chez le Premier ministre Ahmed Ouyahia. «Rendez-nous nos droits, ça suffit la marginalisation, rijel wakifoun, rijel wakifoun, Bouteflika houa el hal (Bouteflika est la solution), winek ya Zeroual (Où êtes-vous Zeroual), Ouyahia âdou Allah (ennemi de Dieu) ...». Les gardes communaux ont scandé assez de slogans, parfois incohérents, pour que leur cri trouve résonance. Un cri de détresse qu'ils ont lancé, témoignant de leur aspiration de voir leur corps maintenu, sinon de bénéficier d'indemnités de service correctes comme les autres corps de sécurité. Une plate-forme de revendications a été ainsi adressée aux journalistes ayant couvert la marche. «Nous rejetons la décision de redéploiement des gardes communaux et nous revendiquons le maintien du corps, une augmentation de salaire, avec effet rétroactif à partir de janvier 2008, comme tous les corps de sécurité, toutes les indemnités de service (prime de rendement et prime de risque également avec effet rétroactif), la réassurance des gardes communaux comme les militaires pour 24 heures de travail par jour depuis la date de l'installation de chacun, une indemnité en contrepartie des congés non consommés et des journées chômées et payées, le droit au départ de volontaires au cas où le corps sera dissous, le droit aux soins et au logement, une indemnité pour les infirmes...», est-il écrit sur cette plate-forme. «Nous travaillions 24 heures sur 24, comme les militaires. Nous menions des

ratissages sans casque ni gilet pare-balles. Malgré cela, nous avons continué à protéger les travailleurs des entreprises nationales et étrangères qui activent dans des endroits reculés et dangereux. Et en fin de compte, nous nous retrouvons abandonnés comme des pestiférés. Nos cotisations sont comptabilisées comme dans la Fonction publique, pour 8 heures de travail par jour. Nous exigeons un dédommagement complet», a asséné un autre garde communal. Le vice-président Seddik Chihab de l'APN, député RND s'est adressé aux manifestants et leur a demandé de désigner des représentants qui ont été reçus par le président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari. La circulation automobile était bloquée pendant toute la journée d'hier sur le boulevard Zirout-Youcef, engendrant des embouteillages monstres au centre-ville d'Alger. Le numéro trois dans l'ordre protocolaire de l'Etat ne les a finalement pas convaincus et, au moment où nous quittons les lieux, les gardes communaux étaient plutôt déterminés à passer la nuit devant le siège de l'APN. Rappelons que la décision de dissoudre la garde communale — elle compte 30 000 hommes — a été prise l'année dernière et des enveloppes ont été allouées par la loi de finances complémentaire 2010 pour financer l'opération avant qu'elle ne soit gelée par la suite, en réponse aux protestations répétitives des concernés.

L. H.